



DÉCLARATION LIMINAIRE

**Le CHSCT M du 19 avril 2016 :
un CHSCT supplémentaire dans le labyrinthe des
instances
dites œuvrant pour le dialogue social**

Pour une fois, vous me permettez de plagier ma Présidente, Martine NOULIN, commentant l'ordre du jour du dernier CTM, pour présenter identiquement celui du CHSCT M de ce jour, quasi minimaliste en points mis pour avis puisqu'il en comporte seulement 2 et 6 pour information. Cela s'appellerait presque un parallélisme des formes !

Les questions posées portent sur des points essentiels et des chantiers brutaux sur lesquels l'UNSA ITEFA a déjà fait connaître ses grandes réticences, ses questionnements « impatients » et ses refus persistants au vu des réponses non apportées et/ou laconiques de votre part :

- sur la réforme territoriale et le dispositif ministériel de soutien psychologique aux agents ;
- sur la méthodologie des groupes de travail issu du CHSCT point important d'efficacité de notre instance ;
- sur la note de responsabilité des chefs de services en ces temps troublés de pratiques discriminatoires soupçonnées ou avérées, aussi bien en Régions qu'en administration centrale,

L'original étant bien meilleur que la copie, l'UNSA ITEFA reprendra ici les mots de sa Présidente, quant aux questions pour information, sur lesquelles le fil d'Ariane aboutira aux mêmes conclusions : pas d'amendement à faire, pas de posture à prendre. Vos intentions se retrouveront vraisemblablement dans des notes de services sans que les partenaires sociaux aient eu un véritable rôle à jouer !

Alors, permettez nous de penser que ce CHSCT M est la énième illustration du labyrinthe des instances du dialogue social dans notre ministère : en rappelant que sa définition est un tracé sinueux, muni ou non d'embranchements, d'impasses et de fausses pistes, destiné à perdre ou à ralentir celui qui cherche à s'y déplacer.

Au gré des dossiers complexes, des chantiers urgents, des réformes incessantes, la question pourrait être de savoir qui va se sortir de ce labyrinthe que sont la réforme de l'Etat et l'avenir de la FP sans se brûler, Icare, sans se renier, Thésée, sans se confronter, Dédale.

Cette déclaration est courte volontairement : l'UNSA- Itefa pose à nouveau la question fondamentale des conditions du service public porté par nos personnels et nos structures : quel fil conducteur pour éviter l'égarement, sortir de l'absurdité et trouver les vraies réponses à une modernisation de notre administration dans le respect des personnes avec les conditions d'hygiène et de sécurité dont notre Ministère devrait être le modèle à plus d'un titre vu son périmètre.

Je vous remercie de votre attention.

